La colonie d'après-guerre et la politique de décolonisation

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une colonie de la Couronne distincte

Les Établissements des Détroits (Straits Settlements), dont le chapitre I de la partie B a décrit la constitution en colonie de la Couronne, ne survécurent pas à la Seconde Guerre mondiale. Lorsque l'administration civile fut rétablie après l'occupation japonaise et la période d'administration militaire britannique, examinées au chapitre I de la présente partie, Londres réorganisa ses possessions dans la région. Le 1er avril 1946, les Établissements des Détroits furent dissous. Singapour devint une colonie de la Couronne à part entière, dotée d'une administration civile dirigée par un gouverneur et séparée de la Malaya péninsulaire.[1]

Cette séparation reflétait les priorités britanniques dans la péninsule, où Londres réorganisait les États malais, ainsi que la position particulière de Singapour comme base navale et port franc. Pour les marchands de Singapour, la conséquence immédiate fut une frontière administrative entre le port et l'arrière-pays qui lui fournissait son étain et son caoutchouc, même si le commerce, la monnaie et la

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

banque restaient intégrés. La colonie et les territoires malais continuèrent de partager une monnaie émise par une caisse d'émission commune, comme le montrent les sections suivantes.

L'économie d'après-guerre se redressa de manière inégale. En 1947, des grèves provoquèrent d'importants arrêts dans les transports publics et d'autres services, tandis que l'économie commençait à se redresser à la fin de cette même année grâce à la demande d'étain et de caoutchouc.[2] Le chapitre IV de la partie B a montré à quel point la prospérité du port dépendait de ces deux matières premières. Cette dépendance se poursuivit après la guerre et explique pourquoi chaque projet politique pour Singapour au cours des deux décennies suivantes devait répondre à la question de l'accès à l'arrière-pays malais.

Les premières élections et l'état d'urgence

Le changement politique s'amorça lentement. La Legislative Council Election Ordinance de 1946 prévoyait les premières élections de l'histoire de la colonie, au cours desquelles les électeurs éliraient six des treize membres non officiels du Conseil législatif. Les premières élections eurent lieu le 20 mars 1948, le droit de vote étant réservé aux sujets britanniques majeurs. L'inscription étant facultative, seuls 22 300 électeurs environ s'inscrivirent, dont 14 126 votèrent le jour du scrutin.[3] L'Elections Department évalue le nombre d'électeurs potentiels à environ 200 000 et le nombre d'inscrits à 22 395.[4]

Le scrutin se déroula à l'ombre de l'insurrection. En juin 1948, environ trois mois plus tard, commença l'état d'urgence malais (Malayan Emergency), une insurrection armée menée par des groupes communistes dans la péninsule. Le gouvernement colonial introduisit des pouvoirs de détention d'exception qui allaient marquer le droit de la sécurité de Singapour pendant des décennies.[5] L'état d'urgence conforta aussi les Britanniques dans l'idée que l'autonomie devait être tenue à l'écart de la gauche radicale, une préoccupation qui traverse toutes les étapes ultérieures de la décolonisation.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

De nouvelles élections en 1951 portèrent à neuf le nombre de sièges électifs. La même année, le roi George VI conféra à Singapour le statut de ville (city).[6] Le Progressive Party, qui tirait son soutien des professions libérales et des marchands de formation anglophone, domina ces premiers scrutins. Sa base étroite reflétait un électorat encore réduit et largement anglophone.

La constitution Rendel et les élections de 1955

En 1953, le gouvernement nomma une commission présidée par Sir George Rendel afin d'étudier une réforme constitutionnelle. Ses propositions créèrent une Assemblée législative de 32 sièges, dont 25 électifs, et instaurèrent l'inscription automatique des électeurs.[7] L'inscription automatique transforma la vie politique. L'électorat fut multiplié par plus de six pour atteindre environ 300 000 personnes en 1955, et quelque 158 000 électeurs se rendirent aux urnes, soit une participation de 52,66 %.[8] Selon l'Elections Department, la réforme fit passer le nombre d'électeurs d'environ 76 000 à 300 299.[9]

Les élections du 2 avril 1955 provoquèrent le premier choc politique. Le Progressive Party n'obtint que quatre sièges. Le Labour Front de David Marshall en remporta dix et forma un gouvernement de coalition avec l'alliance UMNO–MCA, qui en avait obtenu trois, tandis que le nouveau People's Action Party (PAP) remportait lui aussi trois sièges. Marshall devint Chief Minister (ministre en chef) le 7 avril 1955.[10]

Le nouveau gouvernement fut confronté au militantisme syndical dès ses premières semaines. Le 12 mai 1955, la grève de la compagnie d'autobus Hock Lee dégénéra en émeutes qui firent quatre morts, dont un agent de police et un correspondant de presse américain, et trente et un blessés.[11] Pour les investisseurs, ces émeutes posaient la question de savoir si un gouvernement élu pouvait maintenir l'ordre dans un port dont le commerce dépendait d'une main-d'œuvre et de transports fiables. Pour les Britanniques, elles confirmaient que la sécurité intérieure ne pouvait pas encore être transférée.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les négociations Merdeka et le State of Singapore Act 1958

En 1956, Marshall conduisit à Londres une délégation réunissant tous les partis pour réclamer l'indépendance. Les négociations s'ouvrirent le 23 avril 1956 et échouèrent le 15 mai, après que le secrétaire aux Colonies eut rejeté une date d'indépendance en avril 1957 et que la Grande-Bretagne eut refusé de transférer le contrôle de la sécurité intérieure. Marshall s'était engagé à démissionner si la mission échouait, ce qu'il fit le 7 juin 1956.[12]

Son successeur, Lim Yew Hock, adopta une ligne plus ferme à l'égard de la gauche. Après les émeutes des écoles secondaires chinoises de 1956, son gouvernement procéda à environ 900 arrestations, ce qui rassura Londres sur la capacité d'un gouvernement local à maintenir l'ordre. De nouvelles négociations s'ouvrirent le 11 mars 1957 et s'achevèrent le 11 avril par un accord sur un État de Singapour. La Singapore Citizenship Ordinance 1957 entra en vigueur le 1er novembre 1957 et créa pour la première fois une citoyenneté locale.[13]

Le Parlement britannique donna effet juridique à l'accord par le State of Singapore Act, adopté le 24 juillet 1958 et ayant reçu la sanction royale le 1er août 1958. Un Yang di-Pertuan Negara remplacerait le gouverneur comme représentant de la Reine, qui restait le chef d'État en titre. La défense et les affaires étrangères demeuraient du ressort de Londres. La sécurité intérieure était confiée à un Internal Security Council (Conseil de sécurité intérieure) composé de trois membres britanniques, de trois membres singapouriens, dont le Premier ministre, et d'un membre de la Fédération de Malaya. Le siège malais donnait à Kuala Lumpur voix au chapitre sur la sécurité de Singapour, signe précoce que l'avenir politique de l'île était lié à celui de la péninsule.[14]

Notes

1. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore » (consulté en novembre 2026) : le 1er avril 1946, les Straits Settlements furent dissous et « Singapore became a Crown Colony with a civil administration headed by a Governor and separated from peninsular Malaya ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore » (consulté en novembre 2026) : en 1947, des grèves provoquèrent d'importants arrêts dans les transports publics et d'autres services ; l'économie commença à se redresser à la fin de 1947, soutenue par la demande d'étain et de caoutchouc. ↩
3. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore » (consulté en novembre 2026) : élections de mars 1948, « The right to vote was restricted to adult British subjects » ; Wikipedia, « 1948 Singaporean general election » (consulté en novembre 2026) : scrutin le 20 mars 1948 ; six sièges électifs ; 22 334 électeurs inscrits ; 14 126 bulletins déposés. ↩
4. Elections Department Singapore, « 70 Years of Elections: Milestones » (eld.gov.sg) : Legislative Council Election Ordinance 1946, six des 13 membres non officiels élus ; environ 200 000 électeurs potentiels, 22 395 inscrits, 14 126 votants. ↩
5. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore » (consulté en novembre 2026) : l'état d'urgence malais commença environ trois mois après les élections de mars 1948, « an armed insurgency by communist groups in Malaya » ; une législation sur la sécurité intérieure fut introduite à cette époque. ↩
6. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore » (consulté en novembre 2026) : les élections au Conseil législatif de 1951 portaient sur neuf sièges électifs, dont le Singapore Progressive Party remporta six ; le statut de ville fut conféré par le roi George VI le 22 septembre 1951. ↩
7. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore » (consulté en novembre 2026) : en 1953, le gouvernement nomma une commission présidée par Sir George Rendel « to study the possibility of self-government for Singapore ». Wikipedia, « 1959 Singaporean general election » (consulté en novembre 2026) : la constitution Rendel de 1955 prévoyait 32 sièges à l'Assemblée législative, dont 25 électifs et 7 nommés. ↩
8. Wikipedia, « 1955 Singaporean general election » (consulté en novembre 2026) : « more than 300,000 registered voters » (tableau des résultats : 300 199) ; l'électorat « had expanded more than sixfold compared to previous

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

elections » ; 158 075 suffrages exprimés, dont 156 324 valables ; participation de 52,66 %. ↩

9. Elections Department Singapore, « 70 Years of Elections: Milestones » (eld.gov.sg) : l'inscription automatique recommandée par la commission Rendel « immediately raised the number of voters from about 76,000 to 300,299 in 1955 ». Ce chiffre diffère légèrement des 300 199 du tableau des résultats de Wikipedia. ↩

10. Wikipedia, « Crown Colony of Singapore » (consulté en novembre 2026) : élections du 2 avril 1955 ; Progressive Party quatre sièges, Labour Front dix, alliance UMNO–MCA–MU trois, People's Action Party trois. Wikipedia, « David Marshall (Singaporean politician) » (consulté en novembre 2026) : Chief Minister à partir du 7 avril 1955. ↩

11. Wikipedia, « Hock Lee bus riots » (consulté en novembre 2026) : émeutes du 12 mai 1955 ; quatre morts, dont l'agent Andrew Teo et le correspondant américain Gene D. Symonds ; trente et un blessés. ↩

12. Wikipedia, « David Marshall (Singaporean politician) » (consulté en novembre 2026) : les négociations s'ouvrirent le 23 avril 1956 ; Lennox-Boyd rejeta le 25 avril la date d'indépendance proposée d'avril 1957 ; les négociations échouèrent le 15 mai 1956 ; Wikipedia, « Merdeka Talks » (consulté en novembre 2026) : les négociations échouèrent lorsque les Britanniques refusèrent de transférer la sécurité intérieure. Wikipedia, « David Marshall (Singaporean politician) » (consulté en novembre 2026) : démission de ses fonctions de Chief Minister le 7 juin 1956. ↩

13. Wikipedia, « Merdeka Talks » (consulté en novembre 2026) : Lim Yew Hock succéda à Marshall comme Chief Minister en 1956 ; les émeutes des écoles secondaires chinoises entraînèrent environ 900 arrestations. Wikipedia, « Self-governance of Singapore » (consulté en novembre 2026) : les négociations s'ouvrirent le 11 mars 1957 et s'achevèrent le 11 avril ; la Singapore Citizenship Ordinance 1957 « commenced on 1 November 1957 ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

14. Wikipedia, « Self-governance of Singapore » (consulté en novembre 2026) : le State of Singapore Act fut « given royal assent after having been passed by the Parliament on 24 July » 1958, la sanction royale intervenant le 1er août 1958. Wikipedia, « Self-governance of Singapore » (consulté en novembre 2026) : le Yang di-Pertuan Negara devait « to represent Queen Elizabeth II, who remained titular head of state » ; l'Internal Security Council comprenait trois membres du Royaume-Uni, « three from Singapore (including the Prime Minister) and one from the Federation of Malaya ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.